

CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE : LEÇONS D'UN CONSTAT

Daniel M. SALA-DIAKANDA

*“Nous ne sommes pas pauvres par manque
de richesse mais par incapacité
d'exploitation de nos richesses.”*

Henri Hogbé-Nlend

INTRODUCTION

L'évolution économique de l'Afrique, au départ porteuse d'espoirs, suscite, trente années après les indépendances politiques des pays du continent et plus particulièrement au cours de la dernière décennie, de très graves inquiétudes qui poussent, à tort ou à raison, bon nombre d'acteurs politico-économiques et d'observateurs à des attitudes aujourd'hui qualifiées d'afro-pessimisme. La décennie 80, celle, ironiquement, pourrait-on dire, du Plan d'Action et de l'Acte Final de Lagos, n'est-elle pas, de l'avis quasi unanime des plus hautes instances du continent, une “décennie perdue” ? A l'entrée du troisième millénaire donc, l'Afrique présente, dans sa partie subsaharienne plus particulièrement, la piteuse image d'un continent au bord de la faillite et complètement marginalisé sur l'échiquier international vu, notamment, sa trop faible part du marché et, qui plus est, incapable de satisfaire les besoins élémentaires mais primordiaux de sa population, comme l'alimentation, la santé, la scolarisation, l'emploi, etc.

Les conséquences socio-économiques des évolutions démographiques, et vice versa, étant cependant extrêmement difficiles à apprécier à leur juste mesure (Blanchet, 1991), cet article se limite à l'examen des interrelations entre l'intensité de l'accroissement de la population observée en Afrique

depuis 1960 et les indicateurs du développement socio-économique des pays du continent au cours de cette période. Il s'agit donc, dans cette étude essentiellement exploratoire, de simplement mettre en évidence les apparitions concomitantes de faits susceptibles d'ouvrir certaines pistes de recherche pouvant conduire à des études sur les relations causales entre différents indicateurs de développement. Mais avant cela, disons très brièvement un mot sur les considérations méthodologiques de la présente étude.

CONSIDÉRATIONS MÉTHODOLOGIQUES

Nature et qualité des données

Les données utilisées concernent 50 pays africains. Elles proviennent de diverses sources et ne sont pour la plupart que des estimations ; elles doivent de ce fait être utilisées avec circonspection. Les données démographiques sont extraites, pour l'essentiel, du dernier rapport des Nations Unies qui fournit les plus récentes estimations pour la période 1950-1990 (Nations Unies, 1990). Les indicateurs socio-économiques et de santé proviennent, d'une part, des rapports de la Banque mondiale sur la crise et la croissance durable en Afrique, la pauvreté, le développement dans le monde, les programmes d'ajustement structurel (Banque mondiale, 1978, 1984, 1989 ; World Bank, 1989, 1990) et, d'autre part, des rapports de l'UNICEF sur la situation des enfants dans le monde (UNICEF, 1987, 1991). Au total, des informations relatives à 116 variables ont été rassemblées pour chacun des pays retenus. Bien que toutes ces données ne soient que des données transversales agrégées couvrant un nombre limité d'années ou de périodes spécifiques entre 1960 et 1990 et, donc, mesurant très mal les évolutions démographiques et économiques, elles constituent néanmoins une précieuse base pour l'étude des relations entre la population et le développement en Afrique.

Mise en évidence des apparitions concomitantes de faits

Il convient de signaler d'emblée que pour bien dégager les corrélations entre les facteurs démographiques et économiques, mettre en évidence aussi bien les tendances d'évolution des indicateurs du développement que leurs éventuels effets de rétroaction et/ou d'interaction, et apprécier la mesure dans laquelle sont satisfaits les besoins essentiels d'une population au cours du temps, il aurait fallu non seulement adopter une approche diachronique, mais aussi utiliser un outil statistique bien plus varié et surtout plus complexe qu'une analyse de corrélation simple. Cela supposerait notamment que l'on dispose, pour les trente dernières années, des séries chronologiques par pays

et par indicateur. Une telle information n'est évidemment pas encore disponible pour la grande majorité des pays africains. Faute de mieux, nous avons essayé de tirer parti des données disponibles en adoptant une approche de type synchronique (Sala-Diakanda, 1984). Il s'agit donc d'examiner, au cours d'une période donnée, quelques indicateurs socio-économiques dans leurs rapports réciproques ainsi que dans leurs relations avec les grandeurs démographiques pour des pays se trouvant à des stades différents de développement, en les traitant comme un tout, certes fictif, observé à des moments différents de développement. Ce faisant, nous voudrions réunir, dans la limite des données disponibles, les éléments susceptibles d'apporter une réponse, forcément partielle, aux questions ci-après : quelles sont, en Afrique, les conséquences et les contraintes d'une croissance naturelle élevée sur la mise en oeuvre des diverses politiques de développement ? Qu'en est-il de la pertinence et de l'efficacité des solutions proposées ou tentées pour atténuer ces conséquences ? Et, enfin, quelles leçons en tirer ?

Les relations entre la population et le développement peuvent cependant changer à la fois de nature et d'intensité à la suite, notamment, de modifications susceptibles de se produire dans l'environnement socio-économique et culturel considéré. Aussi trois périodes ont-elles été retenues pour le calcul des coefficients de corrélation : des indépendances au début des années 70, la décennie 70 et, enfin, la décennie 80. D'une façon générale, ces différents moments correspondent respectivement à la période d'euphorie planificatrice des premières années d'espoir, au désenchantement consécutif à la grande crise pétrolière de 1973, et à l'entrée en scène de manière plus ouverte et plus agressive des institutions de Bretton Woods avec l'introduction des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel (PAS) dont les objectifs initiaux, essentiellement axés sur le court terme, contrastaient étrangement avec ceux du Plan d'Action de Lagos (PAL) adopté précisément en 1980 par les Chefs d'Etat et de gouvernement africains (CEA, 1989).

Pour chacune de ces périodes, une matrice de corrélation a été calculée avec, respectivement, 27 variables pour la première période, 30 pour la deuxième et 59 pour la troisième. La richesse de l'information disponible est donc inégale d'une période à une autre, ce qui ne facilite pas toujours la comparaison des relations entre variables au cours du temps. Pour tenir compte de l'influence possible des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel sur les relations entre indicateurs de développement, une matrice de corrélation a aussi été calculée en ne retenant que les pays, selon le classement de la Commission économique pour l'Afrique (CEA, 1989), ayant adopté ces programmes avec l'aide du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale entre 1980 et 1990. Une autre matrice de

corrélation, limitée cette fois aux seuls pays d'Afrique au Sud du Sahara, a aussi été calculée et ce, pour tenir compte de la spécificité de cette partie du continent par rapport à sa région nord dont la situation socio-économique est dans l'ensemble moins dramatique.

DES INDÉPENDANCES AU DÉBUT DES ANNÉES SOIXANTE-DIX

Fécondité et croissance démographique : une relation privilégiée

L'examen de la matrice des corrélations montre qu'au cours des années 60, le taux annuel moyen d'accroissement démographique était très significativement corrélé ($r = 0,508^{**}$) (1) avec le nombre moyen d'enfants par femme et, dans une moindre mesure, négativement corrélé avec la proportion de femmes en âge de procréer ($r = -0,345^*$); ce sont là les seules variables qui, à l'époque, avaient une relation significative avec l'indicateur de la croissance démographique sur un total de 16 variables socio-économiques retenues. La matrice montre également que le niveau de fécondité avait à son tour une très forte relation négative ($r = -0,609^{**}$) avec la proportion de femmes en âge de procréer. On peut dès lors supposer que plus le nombre de mères potentielles est élevé dans une société (ou dans une famille), moins le contrôle social s'exerce sur chacune d'elles pour assurer la reproduction du groupe !

Il est par ailleurs intéressant de noter que la fécondité était également négativement corrélée avec la proportion de filles inscrites à l'école primaire ($r = -0,346^*$). En dehors des variables strictement démographiques, l'instruction des femmes apparaît comme une variable importante dans l'explication du niveau et des tendances de la fécondité observés en Afrique à l'époque et, donc, un facteur essentiel du lien entre croissance démographique et développement.

Le niveau d'instruction, une variable-clé

Déjà significativement corrélée avec la fécondité, la scolarisation des filles semble encore avoir une relation encore plus étroite avec la mortalité aux jeunes âges. Il ressort en effet de la matrice de corrélation que les pays dans lesquels la scolarisation des filles, au niveau primaire surtout, était

(1) Les seuils de signification des coefficients de corrélation retenus sont les suivants : $\alpha = 0,01$ pour une relation significative (symbolisé par *) et $\alpha = 0,001$ pour une relation très significative (symbolisé par **).

favorisée sont aussi ceux où la mortalité infantile était la plus basse ($r = -0,535^{**}$); ce sont aussi des pays fortement urbanisés dans lesquels on observait une proportion importante de la population active travaillant dans le secteur industriel et dans les services, au détriment du secteur agricole.

Il convient de signaler également que quasiment tous les indicateurs du niveau d'instruction avaient une relation positive significative avec le degré d'urbanisation, d'industrialisation et du développement du secteur tertiaire, avec la proportion des dépenses publiques consacrées au secteur social tel que les équipements collectifs, l'habitat, la sécurité sociale,... et, dans une moindre mesure, avec la croissance du produit national brut (PNB) par habitant, alors qu'ils étaient tous négativement corrélés avec, d'une part, la proportion d'individus travaillant dans le secteur agricole et, d'autre part, la proportion de dépenses publiques consacrées à la défense ! Il y a en effet lieu de préciser que plus la croissance annuelle moyenne du PNB par habitant était importante, plus élevée était la proportion de filles, pour 100 garçons, inscrites dans le primaire et dans le secondaire, et plus important aussi était le taux d'accroissement de la population urbaine ⁽²⁾. Par contre, plus la proportion des dépenses publiques consacrées à la défense était élevée, moins l'Etat consacrait à la santé publique, aux dépenses sociales et à l'éducation ⁽³⁾, plus particulièrement celle des filles.

Il ressort donc des relations observées entre ces différentes variables que c'est dans les villes que sont généralement concentrés les infrastructures scolaires, les industries et les services et que, d'autre part, la scolarisation des filles est fortement tributaire non seulement des facteurs d'ordre sociologique et du niveau de vie des familles mais encore du degré de priorité que l'Etat accorde à la formation des hommes et des femmes (surtout) en tant que principe de développement, par rapport notamment aux efforts consentis en matière de sécurité et de défense.

DE LA CRISE PÉTROLIÈRE AU PLAN D'ACTION DE LAGOS

Une période charnière

La période 1970-1980, véritable tournant pour le continent africain, est caractérisée d'une part par le choc pétrolier de 1973 qui a secoué bien des économies africaines au point de compromettre leur évolution et, d'autre

(2) Avec un indice de corrélation respectivement égal à 0,484**, 0,355* et 0,381*.

(3) Avec un indice de corrélation respectivement égal à -0,475**, -0,438** et -0,373*.

part, par la Conférence mondiale sur la population tenue à Bucarest en 1974 qui a ébranlé tant de certitudes en matière de relations entre population et développement. Les bouleversements que ces événements ont entraînés au niveau mondial ainsi que la situation peu enviable dans laquelle le continent était progressivement plongé avaient poussé les Chefs d'Etat et de gouvernement africains à concevoir et à adopter en 1980 une stratégie de développement à long terme et auto-entretenu connue sous le nom de Plan d'action de Lagos. Quelles ont été, au cours de ce tournant, les relations entre la population et le développement ?

Le volume et le taux moyen de croissance de la population urbaine : une relation différenciée avec le niveau de la fécondité

Contrairement à la période précédente, aucune relation significative n'était observée entre le niveau de fécondité et la croissance démographique. Celle-ci était cependant corrélée ($r = 0,345^*$) avec le taux de croissance urbaine, qui était d'autant plus fort que la population agricole était importante ($r = 0,368^*$), mais plus faible que la proportion d'actifs engagés dans les services et dans le secteur industriel étaient élevées ⁽⁴⁾. La relation négative de ces deux dernières variables avec la fécondité était du reste très significative ⁽⁵⁾. Le nombre moyen d'enfants par femme était aussi d'autant plus faible que la population était urbanisée ($r = -0,429^{**}$). Par contre, plus la population travaillant dans l'agriculture était importante, plus la fécondité était élevée ($r = 0,522^{**}$) et plus élevée également était la proportion de la population rurale vivant en dessous du seuil absolu de pauvreté ($r = 0,426^*$). En dehors de la variable "pauvreté" qui n'est pas disponible pour la période 1960-70, toutes les autres relations observées en 1970-1980 n'étaient pas significatives durant la décennie 1960, bien qu'elles fussent de même nature. On aurait donc assisté, durant ces années 1970, à une différenciation progressive de la fécondité selon le milieu d'habitat et selon le secteur d'activité. Il est par ailleurs clairement apparu, au cours de cette période, que le degré d'urbanisation d'une population et la rapidité de la croissance urbaine sont certes deux aspects d'une même réalité, devenue centrale dans le processus de développement, mais dont la relation avec le niveau de la fécondité des femmes était très fortement différenciée.

(4) Avec un indice de corrélation respectivement égal à $-0,398^*$ et $-0,392^*$.

(5) Avec un indice de corrélation respectivement égal à $-0,547^{**}$ et $-0,413^{**}$.

Villes et campagnes : l'écart se creuse

Comme le signale si justement A. Tévoédjré (1990), la situation sociale africaine ne peut s'analyser et se comprendre si l'on néglige une préoccupation majeure : l'antagonisme grandissant ou la dichotomie ville/campagne. La matrice de corrélation montre d'ailleurs que plus la proportion de la population travaillant dans l'agriculture était élevée, plus la mortalité infantile était forte ($r = 0,597^{**}$) et plus le niveau de cette mortalité en 1970-80 était semblable à celui observé dix ans auparavant ($r = 0,703^{**}$). Cette mortalité était en revanche négativement corrélée avec des variables socio-économiques et sanitaires importantes ⁽⁶⁾.

On note aussi que la mortalité infantile observée en 1970-80 était d'autant plus faible par rapport à celle observée dix ans auparavant que les secteurs tertiaire ($r = -0,491^{**}$) et industriel ($r = -0,445^{**}$) étaient développés, que la population urbaine était importante ($r = -0,461^{**}$) et que le PNB par habitant était élevé ($r = -0,419^*$). Il est par ailleurs bien établi que plus le PNB par habitant était élevé, moins il y avait de personnes vivant en dessous du seuil absolu de pauvreté, plus la mortalité était faible et plus vite elle baissait ⁽⁷⁾. Mais la croissance du PNB était d'autant plus faible que l'inflation était forte ($r = -0,428^*$).

Cette relation entre la mortalité infantile, la rapidité de sa baisse, le secteur d'activité, le niveau de vie et le milieu d'habitat suggère que la baisse de la mortalité a été plus rapide en milieu urbain où cette mortalité était déjà faible, et elle a été moins rapide dans les zones rurales où la mortalité était déjà plus élevée. Ceci confirme bien que la ville s'impose donc de plus en plus comme la réalité centrale de nos pays sur les plans économique, social et culturel (Tévoédjré, 1990). Lorsqu'on sait cependant que dans tous les pays africains la grande majorité de la population vit encore en milieu rural, on conçoit aisément que la mortalité et, donc, la fécondité, restent élevées sur le continent. Cette situation met en danger tout effort de développement équilibré et solidaire.

(6) Il s'agit des corrélations suivantes : avec la proportion de la population travaillant dans les services ($r = -0,585^{**}$) et dans l'industrie ($r = -0,577^{**}$), le PNB par habitant ($r = -0,423^*$), l'âge des femmes à la première union ($r = -0,416^*$), au plan socio-économique ; et avec la proportion d'enfants vaccinés contre la poliomyélite ($r = -0,374^*$) ou la tuberculose ($r = -0,341^*$) dans le domaine sanitaire.

(7) Avec un indice de corrélation respectivement égal à $-0,421^*$, $-0,423^*$ et $-0,419^*$.

Une discrimination aux conséquences graves

Les fortes corrélations également observées entre les fréquences des différentes vaccinations d'une part, et entre certaines fréquences de vaccination (Polio, DTC, BCG) et le degré de scolarisation des filles au niveau primaire d'autre part, montrent en outre que lorsqu'un enfant était vacciné contre l'une des maladies, il l'était généralement aussi contre l'autre et que la pratique de la vaccination des enfants était plus répandue là où la scolarisation des filles était favorisée. On note aussi que plus la mortalité maternelle était élevée, plus faible était la proportion d'enfants vaccinés contre la tuberculose et le DTC ⁽⁸⁾. Par ailleurs, plus la proportion de filles scolarisées au niveau primaire et secondaire, pour 100 garçons, était forte, plus élevé était l'âge moyen des femmes au premier mariage ($r = 0,441^{**}$ pour le niveau primaire, $0,408^*$ pour le niveau secondaire) et plus faible était le taux de mortalité infantile ($r = -0,416^*$).

Bien que toutes ces relations établissent, entre autres choses et s'il en était encore besoin, l'importance de la scolarisation des filles sur la fécondité – via la nuptialité notamment – comme sur la mortalité, on observe que plus la dette totale extérieure, publique et privée, d'un pays était élevée, plus faible était la proportion de filles pour 100 garçons inscrites dans l'enseignement primaire ($r = -0,333^*$). Les filles, plus que les garçons, semblent donc faire les frais d'une situation de crise caractérisée notamment par un endettement excessif des Etats. L'importance de la scolarisation en général, celle des filles en particulier, qui se dégage des relations observées entre indicateurs de développement, montre que cette discrimination dont souffre la frange majoritaire de la population, à savoir les femmes, a pour conséquence ultime de retarder le décollage socio-économique de l'Afrique.

La situation du continent africain est d'autant plus grave et loin de s'améliorer qu'aucun effort n'est fait pour mettre fin à cette discrimination, et que les femmes ne sont pas les seules victimes des stratégies et des comportements discriminatoires. On a déjà noté que, suite aux politiques de même type, l'écart entre les villes et les campagnes ne faisait que se creuser provoquant ainsi un important exode rural suivi d'une détérioration progressive de la production alimentaire. Dans un contexte de croissance démographique rapide et d'absence quasi totale de progrès techniques, une telle situation entraîne inéluctablement la réduction de la capacité des pays à nourrir leurs populations, mais aussi un alourdissement de la dette publique extérieure.

Développement du secteur des services au détriment des secteurs plus porteurs

Si la nature des relations ci-dessus mentionnées est celle déjà observée au cours de la décennie précédente, l'intensité a cependant changé pour certaines d'entre elles, attestant de la dégradation progressive de la situation socio-économique du continent. On note par exemple que le coefficient de corrélation entre le degré d'urbanisation et la population active agricole est passé de $-0,543^{**}$ à $-0,601^{**}$ pendant que celui avec la population active dans l'industrie est passé de $0,501^{**}$ à $0,480^{**}$, et celui avec les personnes engagées dans les services de $0,555^{**}$ à $0,656^{**}$. Ces modifications de l'intensité de corrélations sont pleines de signification ; elles montrent que, d'une période à une autre et du fait de l'exode rural, il y a partout de moins en moins de personnes travaillant aussi bien dans l'agriculture et que dans l'industrie, alors qu'il y en a de plus en plus dans les services. La relation industrie-services perd par ailleurs de plus en plus de son intensité comme le montre le coefficient qui les lie et qui est passé de $0,891^{**}$ en 1960-1970 à $0,782^{**}$ en 1970-1980. L'urbanisation effrénée de l'Afrique s'est donc accompagnée d'un développement concomitant du secteur des services au détriment des secteurs plus porteurs que sont l'industrie et l'agriculture. Les conséquences immédiates d'une telle évolution sont, toutes choses égales par ailleurs, l'augmentation du chômage et le ralentissement de la croissance économique du fait notamment de la baisse des capacités nationales de production agricole et industrielle, fragilisant ainsi plus encore des économies fortement extraverties et désormais incapables de subvenir aux besoins élémentaires mais combien fondamentaux de leurs populations respectives en dépit d'un endettement extérieur de plus en plus prononcé et néfaste.

LES ANNÉES 80 : UNE DÉCENNIE PERDUE

Eliminer les discriminations pour relever les défis de la croissance démographique rapide

Les relations entre indicateurs de développement observées au cours de cette période sont plus nombreuses que pour les périodes précédentes ; elles témoignent, faut-il le rappeler, de la dégradation progressive de la situation déjà peu réjouissante du continent. Ainsi, on note par exemple que l'accroissement démographique est positivement corrélé non seulement avec l'indice synthétique de fécondité ($r = 0,640^{**}$) et la rapidité de la croissance urbaine ($r = 0,415^*$), mais aussi avec la croissance annuelle de la production de bois de feu et de charbon au cours des dernières années ($r = 0,519^{**}$) et le niveau

actuel de la mortalité infantile par rapport à celui de la période précédente ($r = 0,363^*$). Il est par contre négativement corrélé avec la proportion de femmes en âge de procréer ($r = -0,620^{**}$), le pourcentage des dépenses publiques consacrées au secteur social ($r = -0,461^{**}$) et la prévalence de la contraception ($r = -0,437^{**}$). Ces relations montrent clairement que plus la fécondité est élevée, plus la croissance démographique est rapide, plus la déforestation est importante affectant ainsi l'environnement, plus la croissance urbaine est rapide et moins la mortalité baisse. On note par contre que la croissance démographique est plus faible là où la proportion de femmes en âge de procréer est élevée, où les dépenses sociales sont élevées et où la proportion de femmes pratiquant la contraception est élevée. L'influence de cette dernière variable est encore plus marquée lorsqu'on la considère dans sa relation directe avec le niveau de fécondité.

La matrice de corrélation montre en effet qu'en dehors de la proportion de femmes en âge de procréer ($r = -0,857^{**}$), c'est la proportion de femmes pratiquant la contraception ($r = -0,710^{**}$) qui est le plus négativement corrélée avec la fécondité. Des variables, de nature socio-économiques sont également négativement corrélées avec la fécondité, mais avec une relation plus faible ⁽⁹⁾.

Les pays africains à faible fécondité sont donc aussi ceux où : la prévalence de la contraception est élevée, la scolarisation des filles est plus répandue aussi bien au niveau primaire que secondaire, les dépenses consacrées au secteur social sont importantes, la population bénéficie d'un certain niveau de vie (possession d'un poste de radio, accès à une source d'eau potable, etc.) et où la population urbaine est relativement importante et la croissance du PNB rapide. A l'inverse, les pays à forte fécondité se caractérisent généralement par une faible baisse de la mortalité entre 1970-80 et 1980-90, un taux de croissance urbaine élevé, une dégradation rapide de l'environnement du fait de la déforestation, une surmortalité féminine avant l'âge de 5 ans, une très forte mortalité infantile, une forte proportion de la population vivant en dessous du seuil absolu de pauvreté et une proportion élevée de nouveau-nés ayant un faible poids à la naissance ⁽¹⁰⁾.

(8) Avec un indice de corrélation respectivement égal à $-0,366^*$ et $-0,333^*$.

(9) On trouve, dans l'ordre décroissant, les corrélations négatives avec les variables suivantes : la proportion d'enfants - surtout de sexe féminin - inscrits dans le secondaire ($r = -0,682^{**}$ pour les filles, $r = -0,664^{**}$ pour les deux sexes réunis), le pourcentage des autres dépenses sociales ($r = -0,527^{**}$), la possession d'un poste radio ($r = -0,395^*$), le degré d'urbanisation ($r = -0,394^*$), l'accès à une source d'eau potable ($r = -0,374^*$), la croissance du PNB par habitant ($r = -0,352^*$),

(10) Avec un indice de corrélation respectivement égal à $0,716^{**}$, $0,577^{**}$, $0,548^{**}$, $0,538^{**}$, $0,516^{**}$, $0,508^{**}$, $0,342^*$.

Le rôle de premier plan qu'occupe la contraception mérite que soit examiné en détail le contexte dans lequel cette pratique peut être favorisée. Il ressort de la matrice de corrélation que les populations où la prévalence de la contraception est élevée sont aussi celles où la scolarisation – des filles surtout – est non seulement répandue mais élevée et où les dépenses sociales et de santé sont élevées. La pratique de la contraception est en revanche négativement corrélée avec le niveau et la rapidité de baisse de la mortalité infantile, la pauvreté et l'analphabétisme. Une scolarisation généralisée et un cadre socio-économique et sanitaire relativement adéquat semblent donc constituer les éléments susceptibles de favoriser la pratique de la contraception et, en définitive, la maîtrise de la fécondité.

Comme pour la fécondité, les facteurs "éducation de la femme", "niveau de vie" et "santé publique" constituent des éléments déterminants du niveau et de l'évolution de la mortalité des enfants. En effet, l'examen de la matrice de corrélation permet de constater que le taux de mortalité infantile reste généralement très élevé là où l'on observe une surmortalité féminine importante dans l'enfance ($r = 0,824^{**}$), une très forte proportion d'adultes illettrés ($r = 0,591^{**}$) et de femmes analphabètes ($r = 0,559^{**}$), une forte fécondité ($r = 0,516^{**}$), une proportion importante de nouveau-nés ayant un faible poids à la naissance ($r = 0,424^*$) et une forte pauvreté ($r = 0,384^*$). En revanche, les pays à faible mortalité infantile sont ceux où la scolarisation – celle des filles surtout – est répandue et élevée, la pratique de la vaccination des enfants est importante, la prévalence de la contraception est forte ($r = -0,511^{**}$), la population bénéficie d'un certain niveau de vie et a facilement accès à des services de santé et à un apport calorique suffisant dans son alimentation. C'est aussi dans un tel contexte que la baisse de la mortalité infantile est plus rapide. Il n'est pas non plus sans intérêt de faire remarquer que le taux de mortalité des filles dans l'enfance ainsi que la surmortalité féminine infantile sont négativement corrélés avec la proportion de naissances suivies par du personnel médical qualifié ⁽¹¹⁾, suggérant, une fois de plus, la discrimination dont souffre le "sexe faible". Les défis de la croissance démographique rapide de la population africaine ne pourront donc être relevés si des politiques discriminatoires continuent à être appliquées.

Les relations entre les indicateurs de développement dans le contexte de l'ajustement

Pour examiner les relations entre divers indicateurs dans le contexte des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel au cours de la période

(11) Avec un indices de corrélation respectivement égal à $-0,378^*$ et $-0,344^*$.

1980-1990, une matrice de corrélation limitée aux seuls pays ayant adopté ces programmes a été calculée. Il ressort de l'examen de cette matrice que la nature des relations déjà observées pour l'ensemble des 50 pays s'est certes maintenue mais que, pour chacune de ces relations, l'intensité s'est plus ou moins modifiée : certains liens sont devenus plus solides, d'autres plus lâches. On observe en effet dans ce cas soit une augmentation, soit une diminution de l'intensité du coefficient de corrélation en valeur absolue et/ou en termes de seuil de signification. Examinons très brièvement les cas de figure les plus importants aussi bien en termes de nombre de variables impliquées, qu'en termes de modification de l'intensité de la relation.

Considérons le cas des relations qui n'étaient pas significatives mais qui le sont devenues. Le phénomène le plus frappant qui ressort de l'examen de la matrice est l'importance toute particulière que prend la variable "PNB par habitant" dans sa relation avec les autres indicateurs de développement. Ainsi, alors que les relations ci-après n'étaient pas du tout significatives au seuil de 0,01, le seul fait d'exclure les pays n'ayant pas adopté les programmes d'ajustement fait littéralement bondir la valeur de leurs coefficients au niveau très significatif de 0,001 ! Il s'agit des relations entre le PNB par habitant et la fécondité, le rapport entre la mortalité féminine et la mortalité masculine dans l'enfance et la proportion de filles inscrites à l'école secondaire ⁽¹²⁾. On note également la relation entre le taux de croissance annuelle moyenne du PNB par habitant et la proportion de la population ayant accès à une source d'eau potable ($r = 0,480^{**}$).

Bien qu'à un degré moindre, les relations entre le PNB par habitant et les variables suivantes sont aussi devenues significatives alors qu'elles ne l'étaient pas : analphabétisme des femmes ($r = -0,448^*$), taux d'inscription à l'école secondaire ($r = 0,432^*$), proportion de filles dans le primaire ($r = 0,397^*$), niveau de mortalité infantile en 1980-90 par rapport à celui de 1970-80 ($r = -0,395^*$), pauvreté absolue ($r = -0,375^*$), dépenses sociales ($r = 0,368^*$) et déforestation ($r = -0,358^*$). D'autres relations significatives méritent d'être signalées. C'est notamment le cas entre l'indice moyen de production alimentaire par habitant et la prévalence des retards de croissance de la taille parmi les enfants du groupe d'âge 24-59 mois ($r = -0,389^*$). C'est aussi le cas entre la croissance du PNB par habitant et, d'une part, la proportion de nouveau-nés ayant un faible poids à la naissance ($r = -0,385^*$) et, d'autre part, la prévalence de la contraception ($r = 0,366^*$). Enfin, bien que déjà significatives, les relations ci-après se sont très fortement renforcées. Il s'agit

(12) Avec un indice de corrélation respectivement égal à $-0,564^{**}$, $-0,466^{**}$ et $0,460^{**}$.

notamment des relations positives entre l'accroissement démographique et la fécondité, le taux de croissance urbaine et la déforestation ; mais aussi des relations négatives avec la prévalence de la contraception et le pourcentage des dépenses consacrées au secteur social (habitat, équipements collectifs, sécurité et aide sociales, etc.).

Toutes ces relations montrent à l'évidence que les pays qui ont dû adopter des programmes d'ajustement sont généralement caractérisés, plus que les autres, par : un PNB par habitant faible, une croissance démographique rapide liée à une forte fécondité, une surmortalité féminine dans l'enfance, une proportion importante de femmes analphabètes, une faible baisse de la mortalité des enfants, une forte pauvreté, une faible prévalence de la contraception, une forte proportion de nouveau-nés ayant une faible poids à la naissance, une faible production alimentaire par habitant liée à une forte prévalence des retards de croissance de la taille chez les enfants de 2 à 5 ans, une dégradation rapide de l'environnement, etc. Mais, c'est aussi dans ces pays qu'un effort substantiel est fait dans le domaine de la scolarisation des filles. En ce qui concerne les autres dépenses sociales, leur relation positive avec le PNB par habitant ($r = 0,368^*$) et "négative renforcée" avec la croissance démographique ($r = -0,551^{**}$) montre que la proportion consacrée à ces dépenses croît avec le PNB par habitant mais que, plus la croissance démographique est rapide, moins l'Etat consacre à ce secteur.

L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE FACE AUX DÉFIS DE SON DÉVELOPPEMENT

La scolarisation des filles, un rôle plus déterminant

Le caractère privilégié de la relation entre la croissance démographique et la fécondité, déjà évoqué au niveau de l'ensemble du continent, se trouve légèrement renforcé en Afrique au sud du Sahara où l'intensité de cette relation est de $0,533^{**}$ pour la période 1960-1970, contre $0,508^{**}$ pour l'ensemble du continent. On observe au même moment que non seulement la relation entre le nombre moyen d'enfants et la proportion de filles inscrites à l'école primaire s'est aussi renforcée ($r = -0,402^*$ au lieu de $-0,346^*$), mais aussi que d'autres relations de même type sont devenues significatives. C'est notamment le cas entre la fécondité et la proportion d'enfants inscrits à l'école primaire ($r = -0,416^*$), la proportion de filles inscrites dans l'enseignement secondaire ($r = -0,354^*$), le niveau d'urbanisation ($r = -0,378^*$). Par ailleurs, alors qu'il n'était pas établi, contrairement à l'attente, que "plus il y a de filles à l'école primaire, plus il y en aura au niveau secondaire", cette relation devient plus évidente dans la partie sub-

saharienne du continent. La probabilité pour une fille inscrite à l'école primaire de poursuivre des études secondaires serait donc plus élevée au sud qu'au nord du Sahara.

Le rôle relativement plus déterminant que joue donc la "scolarisation des filles" au sud du Sahara apparaît aussi clairement lorsqu'on considère les indicateurs y afférents dans leur relation avec le niveau de la mortalité infantile et le secteur d'activité. Ainsi, l'intensité de la corrélation entre la proportion de filles dans le secondaire et les variables ci-après s'est fortement renforcée : de $-0,369^*$ à $-0,460^{**}$ pour le taux de mortalité infantile, de $0,604^{**}$ à $0,732^{**}$ pour la population active engagée les services, de $0,563^{**}$ à $0,674^{**}$ dans l'industrie et de $-0,605^{**}$ à $-0,727^{**}$ dans l'agriculture.

En définitive donc, plus les filles sont instruites, moins la fécondité est élevée, plus la mortalité infantile est faible, plus il y a d'actifs dans les services et dans l'industrie, et moins il y en a dans le secteur agricole. Le renforcement de l'intensité de ces diverses relations implique donc que la probabilité pour que ces apparitions concomitantes soient observées est plus élevée au sud du Sahara que dans la partie nord du continent.

De plus grandes disparités entre villes et campagnes

Au cours de la période 1970-1980, d'autres relations pertinentes se sont aussi précisées. C'est notamment le cas des relations entre le PNB par habitant et les divers secteurs d'activité. Ces relations, qui n'étaient pas significatives au niveau de l'ensemble du continent, le deviennent au seuil de 0,01 montrant par là que les disparités entre villes et campagnes sont plus prononcées au sud qu'au nord du Sahara. Ces fortes disparités sont notamment confirmées par le renforcement des relations entre le niveau de pauvreté et la proportion de la population active rurale (de $0,381^*$ à $0,465^{**}$) ou celle travaillant dans les services (de $-0,417^*$ à $-0,527^{**}$), mais aussi entre le PNB par habitant et le degré d'urbanisation (de $0,391^*$ à $0,574^{**}$), entre le niveau de la mortalité infantile observé en 1970-1980 par rapport à celui de 1960-1970 et la proportion de la population active dans les différents secteurs d'activité⁽¹³⁾. Comparativement donc à la partie nord du continent, l'Afrique noire se caractérise aussi par une plus faible production agricole, une plus grande pauvreté en milieu rural, une mortalité plus élevée et dont la baisse est très timide et, enfin, une plus grande disparité entre la ville et la campagne.

(13) Selon le secteur d'activité, l'indice de corrélation passe de $0,461^{**}$ à $0,505^{**}$ dans l'agriculture, de $-0,445^{**}$ à $-0,487^{**}$ dans l'industrie et de $-0,491^{**}$ à $-0,540^{**}$ dans les services.

Signalons enfin que la richesse relative de l'information disponible au cours de la période 1980-90 par rapport aux périodes précédentes non seulement confirme le rôle plus déterminant de la scolarisation des filles et l'antagonisme grandissant entre villes et campagnes en Afrique subsaharienne, mais permet également de préciser que c'est dans cette partie du continent que la dégradation de l'environnement est plus rapide du fait d'une urbanisation effrénée et d'une faible proportion de dépenses publiques consacrées aux secteurs sociaux. Plutôt que de s'amenuiser, les disparités entre l'Afrique du Nord et l'Afrique au sud du Sahara augmenteraient donc au cours du temps ; ce qui renforcerait l'idée d'une Afrique des contrastes !

QUE CONCLURE ?

Réunis en avril 1980, les Chefs d'Etat et de gouvernement africains avaient fait un diagnostic accablant de la situation économique du continent depuis les indépendances. Le préambule du Plan d'action de Lagos observe d'ailleurs que : "les effets des promesses non réalisées de stratégies globales de développement ont été plus profondément ressentis en Afrique que dans les autres continents du monde. En effet, au lieu d'apporter une amélioration dans la situation économique du continent, les stratégies successives ont mis le continent dans un état de stagnation et l'ont rendu plus vulnérable que les autres régions, aux crises sociales et économiques dont souffrent les pays industrialisés. Ainsi l'Afrique s'est trouvée incapable d'atteindre le moindre taux significatif de croissance ou un niveau satisfaisant de bien-être général au cours de ces vingt dernières années" (OUA, 1982).

Le bilan fort contrasté entre le nord et le sud du Sahara notamment, et dans l'ensemble peu réjouissant, des initiatives prises au cours des années 80 pour sortir l'Afrique de la zone de turbulences dans laquelle elle se trouve depuis deux décennies environ montre que la situation – alimentaire surtout – du continent s'est très fortement dégradée. Les relations entre les divers indicateurs de développement retenus dans la présente étude montrent par exemple que c'est dans les villes que sont généralement concentrés les infrastructures scolaires, les industries et les services et que, de plus, la scolarisation sur une large échelle et à tous les niveaux d'instruction reste à promouvoir. En cette matière, les filles, plus que les garçons, semblent faire les frais d'une situation de crise caractérisée notamment par un appauvrissement de plus en plus prononcé des ménages et des Etats.

Il convient de signaler aussi que l'urbanisation effrénée de l'Afrique depuis les indépendances s'est accompagnée d'un développement concomitant du secteur des services au détriment des secteurs plus porteurs que sont

l'industrie et l'agriculture. Les conséquences d'une telle évolution sont, toutes choses égales par ailleurs, l'augmentation du chômage, la baisse des capacités nationales de production et le ralentissement de la croissance économique, fragilisant plus encore ainsi des économies mal structurées et désormais incapables de subvenir aux besoins élémentaires de leurs populations respectives, en dépit d'un endettement extérieur de plus en plus prononcé et néfaste.

L'adoption des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel par la très grande majorité des pays africains ne semble pas avoir amélioré cette situation déjà peu enviable, bien au contraire. En effet, l'examen des apparitions concomitantes de faits dans le contexte de l'ajustement montre que la situation des pays ayant adopté ces programmes est en général plus dramatique que celle de l'ensemble des pays du continent même si, il est vrai, l'Afrique est une région des contrastes. On a d'ailleurs observé que les différences au sein du continent sont particulièrement prononcées entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne. Dans cette dernière partie du continent, la pauvreté est plus répandue, les disparités entre le monde rural et le milieu urbain sont plus grandes, la dégradation de l'environnement est plus rapide, etc. ; mais c'est aussi là que les filles ont le plus de chance d'être scolarisées !

La discrimination dont souffre, sur l'ensemble du continent, la frange majoritaire de la population, à savoir les femmes, fait que le continent utilise très mal ses ressources humaines. Or, on a noté qu'en dehors des variables strictement démographiques, l'instruction des femmes apparaît comme une variable cruciale dans l'explication du niveau et des tendances de la fécondité et de la mortalité infantile observés au cours des dernières années et est, par conséquent, un facteur important du lien entre croissance démographique et développement. L'importance de la scolarisation en général, celle des filles en particulier, qui se dégage des relations ainsi observées, confirme ainsi que la formation des hommes et des femmes reste la prémisse du développement car l'éducation interagit avec la population et exerce également une influence indirecte sur le bien-être des populations. Les stratégies discriminatoires déjà mentionnées ont donc pour conséquence ultime de retarder le décollage socio-économique, comme le montre la dégradation progressive de la situation du continent au cours des dernières décennies. Ceci est surtout vrai en Afrique subsaharienne du fait d'une croissance démographique rapide et d'une urbanisation effrénée. Cet état de fait semble être le résultat de stratégies discriminatoires dont souffrent aussi bien les populations rurales que les femmes, et qu'il faut absolument proscrire afin de donner à l'Afrique de meilleures chances de développement à l'avenir !

BIBLIOGRAPHIE

- BLANCHET D., 1990, Prévoir les effets économiques du vieillissement. *Economie et Statistique*, n° 233, Juin 1990, pp. 9-17, 86, 88.
- BANQUE MONDIALE, 1978, *Rapport sur le développement dans le monde*, Washington D.C., Août 1978, 133 p.
- BANQUE MONDIALE, 1989, *L'Afrique subsaharienne : De la crise à une croissance durable. Etude de prospective à long terme*, Washington D.C., 346 p.
- BANQUE MONDIALE, 1984, *World Development Report 1984*, Oxford University Press, Washington D.C., 286 p.
- HOGBE-NLEND H. (Interview de), 1991, *Jeune Afrique Economie*, n° 141, pp. 99-109.
- NATIONS UNIES/CEA, 1989, *Statistiques et politiques : observations préliminaires de la CEA sur le rapport de la Banque mondiale intitulé "L'ajustement et la croissance en Afrique pendant les années 80"*, Addis Abeba, 27 p.
- NATIONS UNIES/CEA, 1989, *Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS)*, E/ECA/CM.15/6/Rev. 3, Addis Abeba, 64 p.
- OUA, 1982, *Plan d'action de Lagos pour le développement de l'Afrique, 1980-2000*, Institut International d'Etudes Sociales, Genève, 2^e édition.
- SALA-DIAKANDA M., 1984, "Relations entre population et quelques variables du développement en Afrique", in *Deuxième Conférence Africaine sur la Population, Documents présentés à la Conférence*, Arusha, République-Unie de Tanzanie, 9-13 janvier 1984, Nations Unies/CEA, ST/ECA/POP/1 UNFPA PROJ. NO.RAF/83/P02, Addis Abeba, pp. 58-70.
- TEVOEDJRE A., 1990, "Inégalités et déséquilibres villes/campagnes", *CAFRADES*, Série Recherche n° 12, 17 p.
- THE WORLD BANK, 1989, "Social Development in Africa Report. Social Actions Country Tables", Social Dimensions of Adjustment Project Unit, Washington D.C., 23 p.
- THE WORLD BANK, 1990, *World Development Report 1990. Poverty*, Oxford University Press, Washington D.C./New York, 260 p.
- UNICEF, 1987, *La situation des enfants dans le monde*, Genève, 147 p.
- UNICEF, 1991, *La situation des enfants dans le monde*, Genève, 128 p.
- UNITED NATIONS, *Global Population Estimates and Projections, 1990 Revision*, DIESA, New York, 197 p.